

Conf nationale du NPA - Pour un communisme désirable

Le manque essentiel du projet de société



Afin d'affronter la situation correctement, le NPA doit se doter d'un programme politique, intégrant lui-même un projet de société. Un parti sans programme est un bateau sans gouvernail : il est condamné à naviguer sans savoir où il va, puisqu'il n'a pas de cap à garder. Cela se vérifie dans notre intervention, le NPA est un parti qui, malgré ses qualités d'élaboration (oppressions systémiques, féminisme et questions LGBTI, intervention politique) n'arrive pas à dépasser le stade de la réaction, du témoignage et de la participation à des cadres plus ou moins larges de "critique du système".

Un des manques essentiels du NPA se situe ici : le manque d'un projet de société en positif. Même quand nous l'ébauchons, dans nos revendications immédiates et transitoires, dans nos formations, dans nos discussions, l'horizon social n'est pas une centralité à laquelle nous nous formons, pour laquelle nous "recrutons", comme on dit dans le milieu. Si l'on peut associer ce manque de définition politique au "pari" fondateur du NPA de "regrouper largement les anticapitalistes et les révolutionnaires", nous devons non seulement tirer le bilan de cette tentative, mais également constater que le manque d'un projet de société, même aussi peu délimité politiquement que le NPA, se fait sentir en permanence. Pourquoi rejoindre le parti ? Pourquoi y militer, aller en réunion ? Pour construire "quoi" ? Le bateau avance, tant bien que mal, mais si nous ne tournons pas encore totalement en rond, la dynamique ne repart plus.

Un projet, mais lequel ?

Ce projet de société, ce gouvernail doit redevenir le communisme. Parce qu'il est le

seul horizon désirable et fonctionnel de l'après-capitalisme. Parce que ce projet est un beau projet, audacieux, ambitieux, indispensable. Par son échelle (le monde), ses objectifs (la fin des oppressions, de l'exploitation de l'humain et la surexploitation de la nature, la satisfaction des besoins de toutes et tous, la pleine participation à la prise de décision politique de chacun.e) et ses moyens (l'auto-gestion, la planification démocratique aux niveaux local, national et international, la division nécessaire du travail, la répartition équitable des tâches) et ses résultats potentiels (réalisation d'un intérêt collectif puisque sociétés sans classes, possibilité éco-logique, développement de sociétés harmonieuses et soutenables), il permet la mise en oeuvre d'un travail qui soit le plus épanouissant possible et une productivité contrôlée collectivement, qui amène à plus de temps non contraint. Le communisme est fonctionnellement valable et idéalement désirable.

Un projet, pourquoi ?

De cela nous devons tout d'abord nous re-saisir, collectivement, dans le parti. Se re-former, prendre le temps de discuter, de nuancer, de se convaincre. Mais par delà les passionnantes discussions qui s'annonceraient alors, ce projet nous permettrait de nous délimiter politiquement en tant que parti politique, donc d'intégrer celles et ceux qui partagent notre projet, de discuter, de polémiquer et de tenter de convaincre les révolutionnaires ou anticapitalistes aux projets différents (décroissants, zadistes, municipalistes, communalistes, anarchistes), en démontrant les insuffisances des modèles qu'ils proposent.

Un communisme désirable

En introduction à son dernier livre, "Figures du Communisme", Frédéric Lordon écrit : "La fatalité historique du communisme est de n'avoir jamais eu lieu et pourtant d'être chargé d'images désastreuses." Des camarades ont tiré comme conclusion de ce constat qu'il fallait abandonner le mot communisme, pour des mots plus flous (anticapitalistes) ou pour distiller quelques éléments de communisme dans une politique qui devrait "vivre avec son temps". Il s'agit là, d'après nous, d'une erreur. Si nous croyons que le communisme est une belle idée, il faut nous en re-saisir, nous en revendiquer, en faire la propagande et y former nos militant.e.s.

Il faut le théoriser, le rendre perceptible à la fois dans nos revendications (extension du champ de la cotisation, critique des institutions actuelles et projet de nouvelles institutions, radicalement démocratique, etc.), dans notre culture (militante ou "générale"). Dépassons notre statut de "parti témoin", organisons-nous pour faire vivre un projet de société et plus seulement contre les injustices des sociétés actuelles.

Martin (Grenoble);Maxime (comité Essonne), le 11 juin 2021